

Québecensia

Bulletin de la Société historique de Québec



Archives de la Ville de Québec, Q-C5-IC-N0292-N029244, Droits réservés : Ville de Québec

Le Printemps Montcalm

BATAILLE DE STE-FOY

L'AVENUE DES ÉRABLES
DU 19^e SIÈCLE

LE MUSÉE NATIONAL DES
BEAUX-ARTS DU QUÉBEC,
UN CHANTIER CULTUREL
PERMANENT

Québec, je t'



Etienne GRANDMONT

Député de Taschereau



418 646-6090



830, rue St-Joseph Est,
bureau 403, G1K 3C9



Etienne.Grandmont.
TASC@assnat.qc.ca



SOMMAIRE

- 4 **Bataille de Ste-Foy**
Luc Nicole-Labrie
Caroline Ricard
- 10 **Aux origines
de l'avenue des Braves**
Jérôme Ouellet
- 11 **Origine du quartier
Montcalm**
Jean-François Caron
- 15 **Le Musée national des
beaux-arts du Québec,
un chantier culturel
permanent**
Pierre B. Landry
- 23 **L'avenue des Érables
du 19^e siècle**
Jérôme Ouellet
- 25 **Compte rendu
Thaïs Lacoste**
Lilianne Plamondon
- 29 **Montcalm, quartier
d'artistes et d'intellos**
Simon Bélanger

MOT DE LA VICE-PRÉSIDENTE

Du 24 mars au 16 juin 2024, la Société historique de Québec tient l'événement *Le Printemps Montcalm*. Par l'entremise d'une programmation d'activités riche et colorée, la population de la ville de Québec et de la région est invitée à (re) découvrir le quartier Montcalm... en mots, en images et surtout en histoires!

Le Printemps Montcalm est la cinquième édition des événements printaniers organisés par la Société historique de Québec. Chaque année, la population est conviée à explorer un nouveau quartier : en 2019, nous avons découvert ensemble le quartier Saint-Sacrement ; en 2021, le quartier Saint-Jean-Baptiste ; en 2022, le quartier Saint-Roch et en 2023, le quartier Saint-Sauveur. Cette année, c'est au tour du quartier Montcalm de se laisser parler d'histoire.

Ces événements ont pour but de mettre en valeur l'histoire et le patrimoine des quartiers centraux de Québec : si l'attention médiatique et touristique est souvent tournée vers le Vieux-Québec, les quartiers centraux regorgent d'histoire et leur patrimoine mérite d'être (re)connu et partagé. *Le Printemps Montcalm* a pour triple objectif de diffuser et démocratiser l'histoire du quartier, de sensibiliser la population aux enjeux liés à la préservation du patrimoine et de dynamiser l'écosystème culturel du quartier en offrant des activités gratuites et très variées aux citoyens.

Nous espérons que notre programmation, qui se démarque par la quantité et la qualité des activités organisées – mais aussi par leur diversité en termes de contenu et de medium –, vous aura permis de vous instruire et de vous divertir.

Bon *Printemps Montcalm* et bonne lecture!

Emmy Bois
2^e vice-présidente de la Société historique
de Québec
Responsable des événements printaniers



Commissaires de la CCBN au pied du monument des Braves, août 1913

Bataille de Ste-Foy

Commission des champs de bataille nationaux, avec la collaboration de
Luc Nicole-Labrie, coordonnateur à la médiation historique
Caroline Ricard, conseillère à la direction générale, archives et collections

28 avril 1760. Le soleil n'est pas levé depuis très longtemps sur Québec et l'atmosphère laisse présager un matin doux sur la région. La neige et la glace, qui recouvrent encore certaines parties de la ville, vont fondre encore un peu plus. Ce jour paisible est différent de ce qui se trame sur les plaines d'Abraham...

Vers 7 heures du matin, une armée de soldats britanniques effectue une sortie, brisant la quiétude de cette journée qui commence. Quittant la sécurité offerte par les fortifications de Québec, cette armée a comme

but ultime d'aller faire face et de repousser la dernière armée française de la Nouvelle-France, celle sur laquelle les espoirs d'un large pan de la population reposent. Un peu plus de 3300 hommes suivent le général James Murray à l'extérieur des murs de la ville, soit l'ensemble des hommes en état de se battre qui constitue la garnison. En effet, les Britanniques ont passé un hiver rude à Québec, occupant les principaux bâtiments qui avaient résisté à leurs incessants bombardements en 1759.

Ils font cette sortie puisqu'ils savent que, face à eux, les

Français cherchent à reprendre Québec. Si les Britanniques parviennent à bien occuper les plaines d'Abraham avec leurs pièces d'artillerie, ils présument qu'une attaque française sur la ville pourrait être évitée. En quelque sorte, Murray tente la même stratégie que Louis-Joseph de Montcalm souhaitait utiliser l'année précédente. Il espère certainement ne pas subir le même destin que le général français, mort à la suite des blessures subies pendant la bataille...

Il s'est écoulé un peu plus de six mois depuis la défaite française

lors de la bataille des plaines d'Abraham (13 septembre 1759). Après sa défaite, l'armée française s'était repliée vers Montréal pour y passer l'hiver. Pendant toute la saison morte, l'état-major français a planifié une tentative pour reprendre le contrôle de Québec. François-Gaston de Lévis commande désormais cette armée composée de plusieurs régiments d'infanterie et de miliciens canadiens. Quittant la région de Montréal le 20 avril, il arrive en périphérie de Québec quelques jours plus tard.



Monument des Braves et kiosques ; CCBN ; 1913

Après avoir passé la nuit du 27 au 28 avril entre la Lorette et Sainte-Foy, les Français entament une avancée sur la Ville de Québec au moment où les Britanniques en sortent. Leur avant-garde, commandée par François-Charles de Bourlamaque, chemine vers le bois de Sillery quand ils aperçoivent les Britanniques sortis sur les plaines d'Abraham. Les Français essuient rapidement les tirs d'artillerie des Britanniques et Bourlamaque ordonne à son avant-garde de se replier sous

la protection des arbres pour attendre le reste des soldats et miliciens français afin de permettre à la ligne de se former en force devant la ville. Les guerriers des Premières Nations, qui accompagnent les Français, restent sous le couvert du bois de Sillery et ne prennent finalement pas part à l'action principale. Pendant cette manœuvre de retraite, Bourlamaque est blessé et son cheval est tué sous lui – la blessure n'est pas importante puisque Bourlamaque

reprendra du service avant la fin de l'été 1760.

Jean d'Alquier de Servian, un dynamique officier de carrière, reprend le contrôle de la gauche. Il est à la tête des troupes françaises les plus actives pendant la bataille. En effet, les affrontements les plus violents se déroulent sur le flanc gauche, à la hauteur du Moulin Dumont – situé dans l'actuel parc des Braves, au nord de l'avenue du même nom. Les Britanniques



Ouvriers travaillant à la construction du Parc ; vue d'ensemble du Parc et ville en arrière-plan ; CCBN ; 1913



Construction de l'avenue des Braves; monument en arrière-plan; CCBN; 02/06/1912

échantent le contrôle du moulin avec les Français pour tenter de garder leur emprise sur ce site stratégique et crucial : les combats se déroulent au corps-à-corps, les baïonnettes fixées aux fusils. Le site est âprement disputé. Finalement, les Français repoussent les Britanniques après quelques heures de combat.

Voyant l'ouverture, Lévis tente d'en finir avec les Britanniques. Alors que ces derniers sont repoussés sur la gauche, il donne l'ordre à la droite de son armée d'encercler l'autre extrémité de la ligne ennemie. Dans un ultime effort, les officiers britanniques parviennent à ordonner la retraite. Malgré le désordre, l'armée britannique réussit néanmoins à se replier sur la ville et à regagner la protection des fortifications. Cette victoire de l'armée française est éclatante, mais la ville n'est pas reprise. Lévis doit donc assiéger Québec. Toutefois, il ne

possède pas suffisamment de pièces d'artillerie pour menacer les occupants. L'arrivée de navires britanniques, chargés de renforts, est la pire nouvelle possible pour les Français.

Le 16 mai, Lévis ordonne une fois pour toutes la levée du siège. Il se replie à Montréal, qui est capturée le 8 septembre 1760. C'est la fin des combats en Nouvelle-France. Le traité de Paris, signé en février 1763, met un terme à cette guerre et transfère le contrôle de la Nouvelle-France à la Grande-Bretagne, à l'exception des îles Saint-Pierre-et-Miquelon. Il marque la fin de l'empire colonial français en Amérique du Nord.

Monument des Braves

Aujourd'hui encore, il subsiste de nombreuses traces de cette bataille à Québec, la plus visible étant le monument des Braves.

Son origine remonte à 1849, lorsque des ouvriers découvrent des ossements et des vestiges d'armes à proximité de l'emplacement présumé du moulin Dumont. Des fouilles menées en 1852 associent les restes aux combattants des deux armées, que l'on surnomme les Braves. Cette découverte suscite un élan de commémoration, mené par la Société Saint-Jean-Baptiste, qui s'échelonne sur près de 10 ans.

Le 5 juin 1854 se déroule une cérémonie de translation au terme de laquelle les restes sont déposés en terre, en lieu même du champ de bataille. L'année suivante, la Société Saint-Jean-Baptiste acquiert le terrain où les ossements ont été découverts et pose la pierre angulaire du futur monument. Elle mène une campagne de souscription pour la construction du monument dessiné par l'architecte Charles Baillairgé. La base est mise en place en

1860, à l'occasion du centenaire de la bataille. Le piédestal et la colonne sont érigés l'année suivante.

Le 19 octobre 1863, le monument de 22 mètres de haut, qui se veut un symbole de réconciliation et de paix, est inauguré officiellement. Sur la colonne trône une statue de 3 mètres représentant Bellone, déesse romaine de la guerre, offerte par le prince Jérôme Napoléon à la suite d'une visite à Québec. Elle tourne son regard vers la partie du champ de bataille qu'occupait l'armée française. La base du monument, qui fait office de cénotaphe, est ornée de mortiers de bronze et de plaques représentant les généraux Lévis et Murray. Elle renferme par ailleurs un coffre contenant les ossements découverts. La Société Saint-Jean-Baptiste étant dans l'incapacité financière d'assurer l'entretien de la statue, le terrain est transféré à la propriété du gouvernement du Canada en 1864.

Intégration au parc des Champs-de-Bataille

Au cours des dernières décennies du XIXe siècle, le développement urbain exerce une pression pour le lotissement des terrains vacants de la haute-ville. Les sites des deux batailles de la guerre de Sept Ans n'y font pas exception. Parallèlement, face à l'urbanisation et à l'industrialisation, les parcs urbains gagnent en popularité en Europe et en Amérique du Nord, et Québec n'échappe pas à cette tendance. L'idée de créer un parc sur le site des plaines d'Abraham fait l'objet de pressions citoyennes à la fin du XIXe siècle. Le projet voit enfin véritablement le jour à



Promeneurs circulant sur l'avenue des Braves; monument en arrière-plan; CCBN; 28/08/1913

l'occasion des célébrations du Tricentenaire de Québec.

Le 17 mars 1908 est sanctionnée la loi créant la Commission des champs de bataille nationaux (CCBN). Celle-ci a pour mandat, en plus d'organiser les fêtes du Tricentenaire, d'acquérir et de conserver les grands champs de bataille historiques de Québec, et de les convertir en un parc national. L'obtention de ces terrains, dont certains sont déjà subdivisés, ne se fera pas sans heurts. C'est le cas pour ceux entourant le monument des Braves, qui comprennent même quelques bâtiments. La spéculation amène les négociations devant les tribunaux, qui fixent le prix des transactions. En novembre 1912, la Commission estime avoir déboursé un total de 110 000 \$ pour l'acquisition de l'ensemble des terrains de l'actuel parc des Braves, qu'elle nomme alors « Monument Field ».

Suivant les plans de l'architecte paysagiste Frederick G. Todd – qui, lui, le nomme « parc de Sainte-Foy » dans son rapport –, le parc des Braves prend forme

grâce à des travaux d'aménagement entre 1913 et 1915.

La Commission entreprend alors la construction d'une terrasse, d'une balustrade et de kiosques. Elle restaure le monument en 1914.

« un petit parc sur le chemin Sainte-Foy qui, bien que comportant peu d'éléments d'une grande beauté, en dehors d'un panorama exceptionnel, possède un grand intérêt du point de vue historique, car il compte parmi les positions qui ont été les plus âprement disputées lors de la bataille de Sainte-Foy. [...] les vues lointaines qu'offre ce parc sur la vallée de la Saint-Charles sont complètement différentes de celles qu'on peut admirer ailleurs dans le parc, et tout aussi attrayantes.

Il a été assez difficile de concevoir le parc de Sainte-Foy de manière à offrir un cadre approprié au monument des Braves tout en créant un plan



L'avenue des Braves vers 1925, BANQ, fonds L'Action catholique, P428,S3,SS1,D39,P7-1

d'ensemble agréable. L'aménagement proposé est à mon avis celui qui permet le mieux d'arriver à ce résultat dans les circonstances présentes. En créant deux entrées à égale distance du monument, on obtient la majesté voulue, ce que n'aurait pas permis une seule entrée, et en contrebas du monument, le parc a été aménagé sans ordre apparent, ce qui, je pense, devrait plaire, et servir au mieux les intérêts du public. >>

Rapport de Frederick G. Todd, 15 novembre 1909 [traduction]

Quant à elle, l'avenue des Braves sert à relier le parc des Braves aux plaines d'Abraham, pour faire des deux sites historiques le parc des Champs-de-Bataille. Elle marque d'ailleurs approximativement la ligne de bataille principale du 28 avril 1760. La municipalité de Montcalm – établie en 1908 et intégrée à Québec en 1913 – transfère le terrain requis à l'aménagement de l'avenue des Braves, soit une bande de 138 550 pieds carrés entre le chemin Saint-Louis et le chemin Sainte-Foy. L'avenue

est tracée en 1912, selon les plans de Frederick G. Todd, qui souhaitait concevoir une voie d'approche magnifique et large vers le monument et le parc des Braves. Des règles d'aménagement strictes sont émises pour assurer le haut prestige de la nouvelle avenue : aucun bâtiment à vocation commerciale ou industrielle n'est permis, les résidences doivent être faites en pierres larges ou en brique et aucune résidence ne peut être érigée à moins de 20 pieds de distance de la limite d'emprise de la Commission.

La Commission adopte le nom « avenue des Braves » par résolution le 18 novembre 1912. Les Braves donnent ainsi leur nom au parc et à l'avenue qui y mène. Plusieurs des officiers présents lors de la bataille ont aussi laissé leur nom à différentes rues de la haute-ville de Québec : Murray, Lévis, Bourlamaque, Vauquelin (un capitaine de navire pour la France à cette époque), Fraser (du nom d'un des régiments écossais les plus actifs lors des événements de 1759 et 1760). La plupart de ces noms sont attribués au cours des années 1910, alors que le quartier Montcalm se construit. On trouve

aussi une avenue Dalquier dans le secteur de Sainte-Foy. Le souvenir de la bataille de Sainte-Foy de 1760, seconde bataille sur les plaines d'Abraham, est encore bien vivant dans ce secteur de la ville.

D'autres éléments de commémoration de la bataille sont ajoutés au fil des années. En 1940, la CCBN installe à proximité du monument une plaque sur une stèle de granit, soulignant d'un texte simple l'emplacement du moulin Dumont et la victoire française. Une autre plaque commémorative de la Commission des lieux et monuments historiques du Canada et Parcs Canada est ajoutée en 2011. On y retrouve aussi des bustes en bronze des généraux Murray et Lévis, dévoilés en 2010 à l'occasion du 250^e anniversaire de la bataille de Sainte-Foy. Le monument des Braves, qui était à l'origine situé en bordure du chemin Sainte-Foy avait été déplacé en 1970, pour permettre l'élargissement de la rue. À la fin de l'année 2023, 160 ans après son inauguration, il est démantelé à nouveau, cette fois-ci en vue d'une restauration complète qui assurera sa préservation.

Aux origines de l'avenue des Braves

Jérôme Ouellet

L'avenue des Braves émerveille toujours le passant avec ses terre-pleins gazonnés, ses arbres majestueux et ses demeures cossues. Si on la compare avec les autres avenues du quartier, qui sont pourtant, elles aussi, larges et végétalisées, elle en impose. Retournons au début du 20^e siècle pour comprendre comment elle est devenue l'avenue de prestige par excellence dans le quartier.

L'idée de commémorer la bataille des Plaines d'Abraham (1759) et la bataille de Sainte-Foy (1760) sur le site de ces engagements n'est pas nouvelle. Le premier monument consacré à Wolfe fut élevé dès 1832. Quelques décennies plus tard, le monument aux Braves est érigé. En ce début de 20^e siècle, on songe plutôt à aménager un parc englobant le théâtre des deux événements. En 1909, la Commission des champs de bataille nationaux, mise sur pied l'année précédente, confie le soin à l'architecte-paysagiste Frederick G. Todd de concevoir les plans du futur parc.

Comment relier le site des deux batailles? Todd pense d'abord à élargir l'avenue Belvédère, pour en faire un boulevard. Après tout, c'est alors la seule route existante dans le secteur. Il se ravise finalement pour une solution plus directe : percer une nouvelle avenue débouchant directement sur le parc des Braves. Non seulement cela raccourcit le détour qu'aurait imposé le choix de l'avenue Belvédère, mais



Vue panoramique de l'avenue des Braves vers le monument des Braves, [vers 1925], BAnQ, Fonds L'Action catholique, P428, S3, SS1, D39, P7-1.

la nouvelle avenue a le mérite d'offrir une perspective s'ouvrant sur le monument des Braves. Les travaux de terrassement commencent en 1912.

Dans le but d'en faire la plus belle avenue de Québec, la Ville de Montcalm adopte un règlement portant sur le cadre bâti bordant la voie de 66 pieds de largeur. L'avenue ne comptera que des résidences privées. En somme, pas d'immeubles à

logements. Les bâtiments, qui devront avoir une valeur d'au moins 6 000 dollars, seront construits à une distance d'au moins 26 pieds du chemin. Le site est également aménagé afin que les résidences soient, pour la plupart, surélevées par rapport à la voie. Tout est fait pour accroître le caractère monumental et prestigieux des lieux. Plus de 100 ans plus tard, on peut dire que cette mission est accomplie!



Engagés, à vos côtés

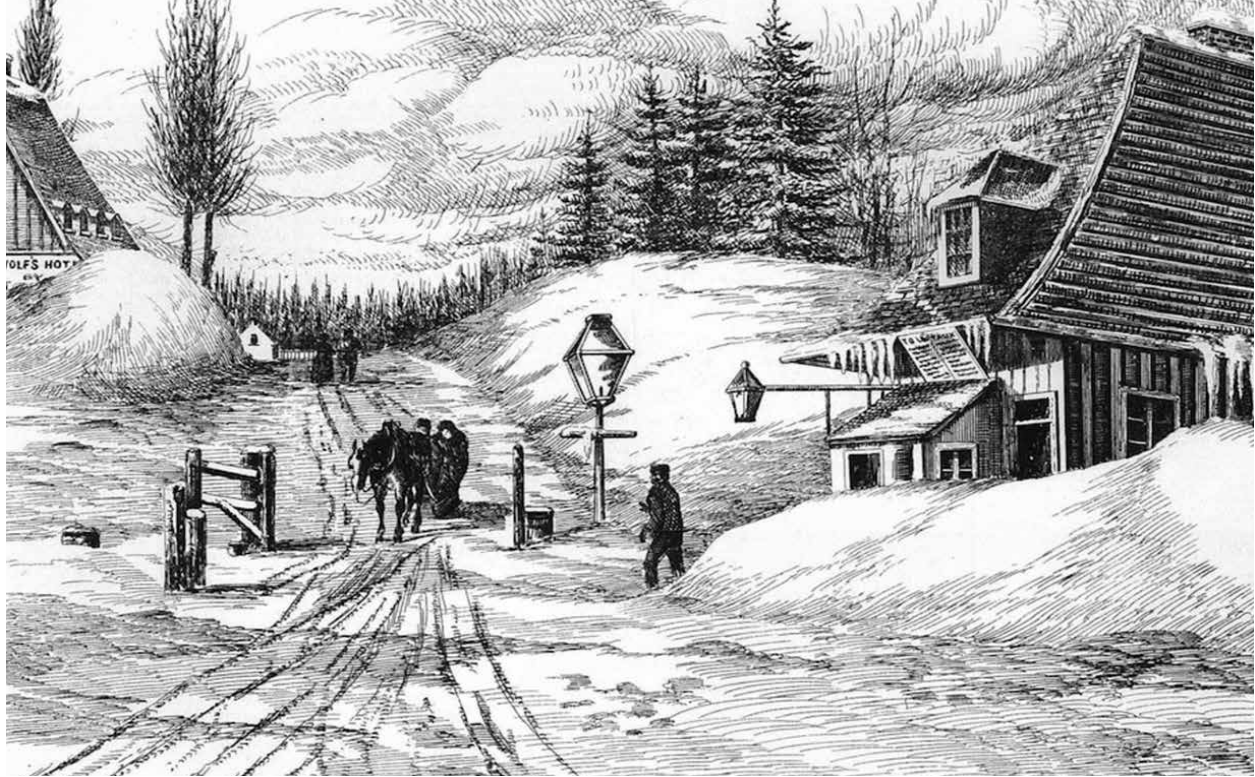


**Guidés par nos valeurs coopératives,
nous sommes fiers d'être présents
dans les moments qui comptent.**

Enrichir la vie des personnes et des communautés :
voilà la raison d'être que nous incarnons au quotidien.



Desjardins
Caisse de Québec



Barrière à péage de la Grande Allée, Canadian Illustrated News, 3 février 1883

L'origine du quartier Montcalm

Jean-François Caron

Le quartier Montcalm est l'un des plus beaux quartiers centraux de la capitale. Il est situé en haute-ville, à l'intérieur du quadrilatère formé, depuis l'est et dans le sens horaire, par l'avenue De Salaberry, l'avenue Briand, la rue Garneau, l'avenue Ontario, l'avenue George-VI, la côte Gilmour, l'avenue De Laune, la Grande Allée, l'avenue Belvédère et la falaise du coteau Sainte-Geneviève. Toutefois, depuis le Régime français, ces limites géographiques ont constamment évolué, ainsi que son appellation. Voyons voir.

L'ancienne banlieue

L'actuel quartier Montcalm est situé dans l'ancienne banlieue du Régime français. Selon la Coutume de Paris, une banlieue est un espace d'une lieue, soit cinq kilomètres, au-devant de la

ville et dans laquelle peut se faire le ban, c'est-à-dire les proclamations, et où s'applique la justice de l'Administration de la ville. Dans le cas qui nous occupe, il s'agissait de la Compagnie des Cent-Associés¹. Ainsi, peu avant 1655, celle-ci fait tracer, au sud-ouest de la place d'Armes, une ligne de circonvallation destinée à la défense. C'est donc à proximité de celle-ci que seront érigées les fortifications. En deçà de cette ligne, l'espace sera réservé au développement de la ville, soit le Vieux-Québec actuel. Au-delà de celle-ci, elle se réserve un territoire pour y établir sa banlieue qui sera, par conséquent, exempte de tout pouvoir seigneurial. Cette banlieue s'étendait jusqu'aux actuelles avenues Maguire et Painchaud, c'est-à-dire à 5 km du Cap-aux-Diamants sur lequel dominait le Château Saint-Louis, soit une lieue. Par la suite se

trouvait la seigneurie de Sillery et les autres grands fiefs.

L'Acte constitutionnel

En décembre 1791, l'*Acte constitutionnel* est promulgué. C'est ce qui entraîne, en juin et juillet 1792, la tenue des premières élections. Par conséquent, le 7 mai 1792, le lieutenant-gouverneur Alured Clarke fixe les limites de 21 circonscriptions électorales sur le territoire du Bas-Canada. À Québec, on crée les circonscriptions de la Basse-Ville, de la Haute-Ville et de Québec. Ce faisant, on détermine les limites de la ville elle-même. Au sud, à l'est et au nord, elle est délimitée par des limites naturelles, soit le fleuve Saint-Laurent et la rivière Saint-Charles. À l'ouest, on trace une ligne droite à partir de l'Hôpital Général, en bordure de

la rivière, et ce, jusqu'au fleuve, de l'autre côté du plateau. Cette ligne suivait l'axe de la rue Saint-Ours, aujourd'hui le boulevard Langelier. À la haute-ville, elle passait en diagonale entre les actuelles avenues De Salaberry et Cartier. De nos jours, on retrouve toujours des reliquats de ces anciennes limites. Ainsi, ce sont le boulevard Langelier et l'avenue De Salaberry qui divisent la ville entre l'est et l'ouest.



Le faubourg Guénette, Mount Pleasant, 1865, Honorius Sisson Sitwell, BANQ

En 1841, une loi crée la *Corporation des chemins à barrière* chargée d'entretenir les routes se rendant à Québec. Cette corporation était administrée par des commissaires. Pour se financer, ils imposent des péages à des barrières des chemins, aux limites de la ville. Ce fut le cas notamment sur le chemin Sainte-Foy, entre les avenues Cartier et De Salaberry, sur le chemin Saint-Louis à la hauteur du Musée national des beaux-arts du Québec, sur la rue Champlain, sur la rue Saint-Vallier et sur le pont Dorchester. Ce n'est qu'en 1918 que les chemins à barrières seront abolis à Québec.

Le faubourg Guénette

Au XIX^e siècle, des gens décident d'habiter à l'extérieur des limites de la ville, immédiatement après la barrière du chemin Sainte-Foy. Ils ont ainsi l'avantage d'échapper au pouvoir de taxation de la Ville de Québec. On dénommera populairement cet embryon du quartier Montcalm d'après l'un de ses habitants, c'est-à-dire le faubourg Guénette. Pour les anglophones, ce sera *Mount Pleasant*. Il était situé dans l'actuel quadrilatère des avenues Cartier et Bourlamaque, de la rue Crémazie et du chemin

Sainte-Foy. Pourquoi là plutôt qu'ailleurs? Pour s'assurer d'un approvisionnement en eau potable. En effet, on retrouvait à cet endroit la fontaine Manseau, du nom d'un tanneur à qui l'Hôtel-Dieu avait concédé un lot au XVIII^e siècle. Il s'agissait de l'une des nombreuses sources naturelles de Québec qui avait été mise en valeur dès le Régime français. Elle était située sur le chemin Sainte-Foy, au coin de la rue de Candiac, qu'on appelait anciennement la rue de la Fontaine-Manseau. Elle aurait finalement été canalisée dans la première moitié du XX^e siècle. De nos jours, il ne reste du faubourg Guénette que ses rues étroites et quelques petites maisons de faubourg si caractéristiques.

La municipalité de Notre-Dame-de-Québec-banlieue

Le 1^{er} juillet 1855, on adopte l'*Acte des municipalités et des chemins du Bas-Canada*. Par cette loi, on offre la possibilité aux paroisses qui comptent au moins 300 habitants de se constituer en municipalité. C'est ainsi que sont nées les municipalités de Beauport, Charlesbourg, Notre-Dame-de-la-Jeune-Lorette, de

L'Ancienne-Lorette et de Sainte-Foy. Pour les paroisses de la ville de Québec, seules les parties de leur territoire situées à l'extérieur des limites de la Ville sont municipalisées. Pour la haute-ville, le secteur qui s'étendait entre les barrières à péage et la limite ouest de l'ancienne banlieue française, soit de l'avenue De Salaberry jusqu'aux avenues Maguire et Painchaud, devient la municipalité de Notre-Dame-de-Québec-banlieue. Plusieurs parleront plutôt de la banlieue.

Ville-Montcalm

La municipalité de Notre-Dame-de-Québec-banlieue veut se développer en ville strictement résidentielle pourvue des équipements urbains modernes, notamment un réseau d'égouts et de distribution d'eau potable. Pour y parvenir, elle accède, en 1908, au statut de ville sous l'appellation de Ville-Montcalm. La nouvelle entité regroupe alors les actuels quartiers Montcalm et Saint-Sacrement.

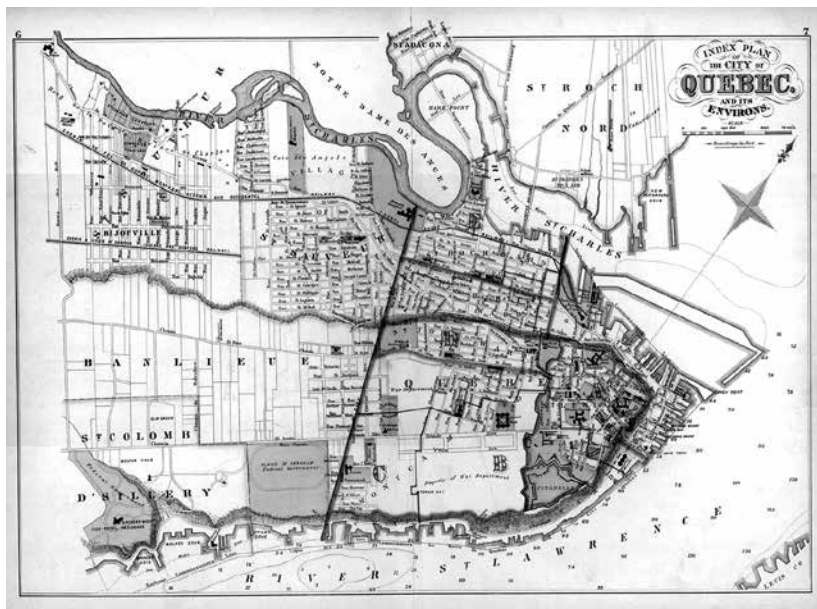
Parmi les premiers règlements adoptés par la nouvelle Administration, il y en a un qui donnera longtemps à ce quartier son beau côté résidentiel et campagnard. En effet, un

règlement stipulait qu'il n'était pas permis de construire ou d'exploiter des manufactures, des forges ou des établissements de commerce. La vente d'alcool y était également prohibée. De plus, les nouvelles résidences à construire devraient avoir une valeur minimale afin d'attirer des résidents des classes moyenne et aisée. Enfin, on imposait des normes quant à la largeur des rues et à l'alignement des bâtiments.

L'annexion à la Ville de Québec

Dès 1908, l'administration de Ville-Montcalm débute l'installation de son nouveau réseau de distribution d'eau, mais pour ce faire, elle s'endette considérablement. Lorsqu'elle envisage le déploiement d'un réseau d'égouts, la situation financière de la ville devient intenable. De plus, on envisageait de déverser les eaux usées dans la rivière Saint-Charles, ce que le Conseil d'hygiène de la province de Québec désapprouvait.

C'est dans ce contexte qu'en 1913 on propose aux citoyens de Ville-Montcalm de se fusionner à la Ville de Québec. Si le projet était accepté, les dettes des deux municipalités seraient consolidées et le taux de taxation du nouveau quartier serait gelé pour une période de sept ans, soit jusqu'en 1921. On promettait surtout qu'à la suite de l'annexion, toutes les rues existantes ou à venir seraient asphaltées, éclairées et auraient des égouts et l'aqueduc. Lors d'un référendum tenu le 14 novembre 1913, 67 % des 355 votants se prononcent en faveur de l'annexion. Désormais, Ville-Montcalm constitue un quartier



Les limites de la Ville de Québec, tirée de «Atlas of the city and county of Quebec from actual surveys, based upon the cadastral plans deposited in the office of the Department of Crown Lands» de H.W. Hopkins,¹

de la Ville de Québec, soit le quartier Belvédère. En 1916, il est renommé Montcalm. Ce n'est qu'en 1988 que le quartier est divisé en deux, soit les quartiers Saint-Sacrement et Montcalm².

Les paroisses du quartier

Le 24 mai 1886, la paroisse Saint-Jean-Baptiste est érigée. Elle est détachée de la paroisse mère de Notre-Dame de Québec. En plus du faubourg Saint-Jean qui lui donne son nom, la nouvelle paroisse couvre le territoire de la municipalité de Notre-Dame-de-Québec-banlieue. Dans les décennies qui suivront, elle sera morcelée pour donner naissance à d'autres paroisses-filles, soit celles de Notre-Dame-du-Chemin en 1909, du Très-Saint-Sacrement en 1921 et des Saints-Martyrs-Canadiens en 1928.

Jusqu'en 1930, les offices religieux de la paroisse

Notre-Dame-du-Chemin avaient lieu à la chapelle Notre-Dame-du-Chemin, ou des Jésuites comme plusieurs l'appelaient. Elle était située sur le chemin Sainte-Foy, voisine de la villa Manrèse, entre les avenues Casot et des Érables. En 1930, une nouvelle église est ouverte au culte sur l'avenue des Érables. La chapelle des Jésuites a été finalement démolie en 1986, puis l'église de l'avenue des Érables le sera malheureusement à son tour en 1999. On n'y a conservé que le portail principal et les murs de soubassement sur lesquels on a construit des condos. Quant à l'église du Très-Saint-Sacrement du quartier voisin, elle est fermée au culte en 2019 faute d'un entretien régulier adéquat. Depuis ce jour, des citoyens s'activent pour la sauver. Enfin, on célèbre toujours le culte à l'église des Saints-Martyrs-Canadiens, mais compte tenu de la forte baisse de la pratique religieuse, rien n'est acquis quant à sa survie. Faute de paroissiens, ces paroisses

ont été de nouveau réunies sous le vocable de Saint-Jean-Baptiste. Curieux revirement de l'histoire.

La mémoire ononymique

Le quartier Montcalm est composé de 50 voies de circulation qui comptent chacune un ononyme, c'est-à-dire un nom. L'ononymie est une excellente façon de commémorer l'histoire d'un lieu. Dans le quartier qui nous occupe, on retrouve notamment trois ensembles d'ononymes qui rappellent autant de faits historiques qui l'ont marqué.

C'est dans le quartier Montcalm que s'est joué le sort de la Nouvelle-France lors des batailles des plaines d'Abraham, le 13 septembre 1759, et de Sainte-Foy, le 28 avril 1760. L'ononymie rappelle ces événements historiques incontournables. En effet, en plus de l'avenue des Braves, qui se sont battus pour leur Couronne respective, il y a l'avenue Wolfe-Montcalm rappelant la mémoire des deux généraux ennemis. Du côté français, on retrouve les avenues De Lévis et De Bourlamaque, les deux premiers officiers de Montcalm, ainsi que De Bougainville, son premier aide de camp. Du côté britannique, il y a l'avenue Murray, commandant et successeur

de Wolfe, la rue Saunders, commandant de la flotte britannique, l'avenue Moncton, commandant en second de Wolfe, et l'avenue De Laune, capitaine en qui Wolfe avait beaucoup d'estime. Enfin, dans l'ancien faubourg Guénette, la rue Dumont évoque le moulin Dumont qui, dans l'actuel parc des Braves, est vite devenu un enjeu stratégique pour les deux camps qui se sont affrontés le 28 avril 1760. Évidemment, le toponyme du quartier lui-même rappelle celui qui a défendu Québec.

Lorsque les paroisses Notre-Dame-du-Chemin et des Saints-Martyrs-Canadiens sont érigées, respectivement en 1909 et en 1928, elles sont confiées aux Pères jésuites. Par conséquent, près du mémorial militaire dont nous venons de parler, on retrouve les rues Père-Marquette et Père-Albanel, ainsi que les avenues Casot, Désy, de Manrèse et des Jésuites.

Enfin, en 1900, les moines franciscains viennent s'établir à Québec et, l'année suivante, ils construisent un couvent et une chapelle. Bientôt, des rues sont ouvertes dans ce qu'on appelait populairement le village des Franciscains. C'est ainsi qu'on y retrouve les rues des Franciscains, du Père-Hiral et

Dolbeau, ainsi que l'avenue de l'Alverne.

Un quartier où il fait bon vivre

Du Régime français à aujourd'hui, le territoire de ce qui est devenu le quartier Montcalm s'est grandement transformé, évoluant d'une vocation agricole à un secteur résidentiel, en passant par un champ de bataille. Il a conservé une architecture très variée à l'image des gens qui sont venus s'y installer. Ainsi s'y côtoient en parfaite harmonie des petites maisons de faubourg, des anciennes villas suburbaines, des immeubles à logements multiples, de luxueuses résidences de l'ancienne élite économique de la ville, des complexes religieux et des bâtiments des plus modernes. Les premiers règlements adoptés par l'ancienne Ville-Montcalm l'a préservé d'un possible assaut industriel et a permis la multiplication de rues bordées d'arbres majestueux. La création de la Commission des champs de bataille nationaux et de la mise en valeur des plaines d'Abraham et du parc des Braves n'a fait qu'intensifier la qualité de vie de ce quartier central de la capitale où il fait bon vivre.

Notes

- 1 Marcel Trudel, *Le terrier du Saint-Laurent en 1663*, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1973, p. 203.
- 2 Danielle Blanchet et al., *Montcalm Saint-Sacrement. Nature et architecture : complices dans la ville*, Ville de Québec, 1988, p. 22-25.



Figure 1 : Le Musée de la province, 19 septembre 1931. Photographie de Thaddée Lebel. MNBAQ, archives institutionnelles, série Gestion du bâtiment, dossier iconographique

Le Musée national des beaux-arts du Québec, un chantier culturel permanent

Pierre B. Landry
Historien de l'art

Un projet né sur les cendres fumantes de Notre-Dame

Dans la nuit du 21 au 22 décembre 1922, une foule sidérée se masse devant la cathédrale Notre-Dame-de-Québec. Impuissante, elle assiste au spectacle navrant de l'incendie qui, jusqu'au matin, allait ravager la maison de Dieu pour n'en laisser que des pierres noircies. L'intérieur du temple et les trésors artistiques qui s'y

trouvaient sont irrémédiablement perdus.

Le jour suivant, à l'Assemblée législative, Athanase David s'empare de cette affligeante nouvelle pour la citer en preuve de la nécessité d'établir un musée à Québec. « Le temps est venu, affirme le secrétaire de la province, de créer un édifice à l'épreuve du feu où toutes les richesses que possède notre province en archives, tableaux, etc. pourront être réunies et

conservées pour les générations futures¹. » Son discours convainc et, le 29 décembre, l'Assemblée législative sanctionne la Loi concernant les musées de la province.

L'impulsion est donnée. Au secrétariat de la province, l'équivalent d'un ministère de l'intérieur, David entame les démarches pour la création du musée. Pour faciliter le développement de la petite collection d'œuvres d'art que possède

son gouvernement, il nomme le sous-secrétaire provincial, l'avocat Charles-Joseph Simard, au poste de directeur des beaux-arts. Simard prendra le poste de conservateur du musée en 1930.

De son côté, le ministère des Travaux publics procède aux préparatifs en vue de la construction. Le 23 décembre 1926, il en confie le mandat à l'architecte Wilfrid Lacroix, un membre actif du parti libéral alors au pouvoir. Naturellement, le choix de Lacroix se défend aussi sur la base de ses réalisations, parmi lesquelles se comptent des résidences dans le quartier Montcalm et, en association avec Jean-Charles Drouin, le cinéma Cartier (1927) et l'agrandissement de l'hôpital de la Miséricorde et de la crèche Saint-Vincent-de-Paul sur le chemin Sainte-Foy (1927-1929).

Pour l'édifice que l'on connaît aujourd'hui sous le nom de pavillon Gérard-Morisset, Lacroix signe des plans d'une symétrie parfaite, dans le style Beaux-Arts. Il préconise l'emploi de matériaux modernes pour la structure, tels que le béton et le fer, et le granit de Saint-Samuel pour le parement. « L'extérieur du musée est d'un caractère sévère, d'une belle dignité, sans ornementation autre que les motifs du fronton, les écussons et les panneaux² », peut-on lire dans une description vraisemblablement inspirée des mots de l'architecte.

Les travaux de construction commencent à la fin de l'été 1927 pour être menés rondement par la suite. Déjà, en mai 1928, la structure de béton s'élève sur le site. Le bâtiment est livré en 1931, il n'y manque

que les bas-reliefs à motifs patriotiques créés par le sculpteur Émile Brunet [Figure 1]. L'aménagement de l'intérieur peut débuter.

Un site idéal, un voisin infréquentable

Situé au cœur des plaines d'Abraham, sur un lot offert par la Commission des champs de bataille nationaux, le musée participe à l'essor du quartier Montcalm, où s'élèvent bientôt d'élégants édifices tels les appartements Château Saint-Louis et l'église Saint-Dominique sur la Grande Allée, ainsi que l'école Saint-Dominique sur la rue de Bourlamaque.

Orienté vers l'ouest plutôt que vers la Grande Allée, le musée s'ouvre sur le champ où les troupes de Wolfe se sont avancées le matin fatidique du 13 septembre 1759. Temple de l'histoire et de la culture, l'édifice étend ses ailes de pierre comme s'il pouvait encore barrer le chemin à l'envahisseur. De façon plus prosaïque, par l'arrière, il bloque toute possibilité d'expansion à son sinistre voisin, la prison commune de Québec.

Construite de 1861 à 1872 sur le point le plus élevé des plaines d'Abraham, la prison dominait le paysage qui n'était ponctué, à cette époque, que d'éparses villas. L'architecte Charles Baillairgé a dressé les plans de l'édifice et, sciemment, il lui a donné les formes austères, la pierre de taille de couleur froide et le bossage grossier qui rappellent constamment l'usage auquel le bâtiment est destiné. Après plus de soixante années d'occupation, d'horribles souvenirs se rattachent à

l'édifice, ceux des pendaisons, certes, mais aussi la mémoire de certains criminels honnis du public comme Marie-Anne Houde, condamnée en 1920 pour avoir causé la mort de la petite Aurore Gagnon à force de mauvais traitements.

Les plans originaux de la prison prévoyaient une expansion vers l'ouest, où l'ajout d'une aile carcérale aurait complété la symétrie voulue par Charles Baillairgé. La construction du musée rend impossible l'agrandissement de l'établissement pénitentiaire. Dans un article du 22 juillet 1927, l'éditeur du *Soleil* prédisait d'ailleurs la disparition probable de la prison « dans quelques années³ ». Jamais il n'aurait entrevu qu'un jour, le musée absorberait son voisin infréquentable.

Histoire naturelle et beaux-arts

En 1931, la crise économique sévit et paralyse le gouvernement, ce qui ralentit les travaux. Dès juin, sous la direction de Pierre-Georges Roy, les Archives nationales aménagent le soubassement et y installent la bibliothèque et les collections de manuscrits. Du côté musée, les déboires se multiplient. Le 8 novembre, Charles-Joseph Simard, officiellement conservateur du musée, décède des suites d'une longue maladie. Il n'aura visité son musée qu'à deux reprises. Pierre-Georges Roy lui succède, mais, accaparé par ses fonctions d'archiviste de la province, il requiert les services d'un conservateur adjoint pour prendre en charge le quotidien du musée. Cultivé et de caractère sociable, Paul Rainville est nommé à cet



Figure 2 : Salle des peintures du Musée de la province, novembre 1933. Photographie d'E. W. Edwards. MNBAQ, archives institutionnelles, série Gestion du bâtiment, dossier iconographique.

emploi. Il possède l'avantage d'avoir Athanase David pour beau-frère, un atout à une époque où le favoritisme est répandu. Homme de goût plutôt qu'expert en art, Rainville complète l'aménagement du musée et, le 5 juin 1933, on ouvre enfin les portes au public, sans discours ni cérémonie.

Éclairé de hautes fenêtres, le rez-de-chaussée abrite les collections d'histoire naturelle. Du côté sud d'une magnifique rotonde rythmée de colonnes jumelées, la salle Léon-Provancher est consacrée aux oiseaux, aux insectes et aux animaux aquatiques. Au nord, la famille d'ours polaires et les orignaux naturalisés incitent les visiteurs à parcourir la salle

Michel-Sarrazin pour y étudier la collection de mammifères.

À l'étage réservé aux beaux-arts, le visiteur accède à une deuxième rotonde sur laquelle s'ouvrent deux vastes salles éclairées de puits de lumière. Rainville complète en novembre le premier accrochage de la salle des peintures, tendue de satin rouge [Figure 2]. « Le pan qui reçoit la lumière du sud-ouest est presque entièrement occupé par vos œuvres, écrit-il à l'artiste Suzor-Coté. L'agencement des masses, et l'harmonie des couleurs ont été étudiés attentivement, et les tons, passant du brun foncé de l'été et de l'automne, jusqu'aux teintes de neige de l'hiver, font une gamme de teintes très agréable à voir.⁴ »

Réunissant archives, histoire naturelle et beaux-arts, le Musée de la province ressemble aux petits établissements que l'on trouvait en France et aux États-Unis au début du 20^e siècle. Les collections y sont déployées en permanence, puisqu'aucun espace n'est aménagé pour des expositions temporaires ou des réserves. En 1938, Paul Rainville devra faire preuve d'ingéniosité pour recevoir les premières expositions itinérantes proposées par la Galerie nationale du Canada (aujourd'hui le Musée des beaux-arts du Canada), en l'occurrence une rétrospective Henri Julien.

Malgré les circonstances, Rainville accomplit un travail remarquable. Avec diligence,

il favorise les recherches scientifiques essentielles au développement de la collection d'histoire naturelle. Il fait la promotion des artistes du Québec par des acquisitions et par des expositions. Grâce à lui, le Musée reçoit à l'été 1949 les Degas, Renoir, Monet et Van Gogh de la prestigieuse collection Maurice Wertheim, qui attire un nombre record de 27 906 visiteurs. Rainville devra patienter jusqu'en novembre 1940 avant d'être nommé conservateur en titre, un poste qu'il occupera jusqu'à son décès le 15 mai 1952.

Le 29 mai 1952, le musée met à l'affiche la monumentale *Rétrospective de l'art au Canada français*, qui marque un tournant pour notre compréhension des rapports entre art, histoire et identité. L'exposition a été organisée par Gérard Morisset, un historien de l'art diplômé de l'École du Louvre, remarqué pour la création de l'Inventaire des œuvres d'art et pour ses nombreux écrits, dont *Peintres et tableaux* (1936) et *Coup d'œil sur les arts en Nouvelle-France* (1941). Son expertise en fait le candidat idéal pour succéder à Rainville, aussi le secrétariat de la province le nomme-t-il conservateur du musée à compter du 2 avril 1953.

Malheureusement, le nouveau conservateur doit composer avec des espaces encombrés et un gouvernement qui reste sourd à ses demandes d'agrandissement. Cela ne l'empêche pas de marquer l'image du musée par de judicieuses acquisitions en art ancien. En 1954, animé d'un esprit plus didactique que proprement muséologique, il regroupe

dans la salle Levasseur les œuvres créées avant la fin du 19^e siècle. « Cette disposition qui insiste davantage sur la vue d'ensemble que sur la mise en valeur de l'objet unique a permis de rendre plus vivant notre passé artistique et de faire accepter des œuvres secondaires qui ne supporteraient pas l'isolement », précise-t-il dans son rapport d'activité⁵.

Modernisation et changement d'identité

En 1960, l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement provincial libéral marque le début d'une révolution qui n'aura rien de tranquille pour Gérard Morisset. Le musée passe sous l'autorité du ministère des Affaires culturelles créé par Georges-Émile Lapalme et le sous-ministre Guy Frégault accélère sa modernisation. En 1962, les collections d'histoire naturelle sont retirées pour faire place aux beaux-arts, puis redistribuées à d'autres ministères et à l'Université Laval. Complétée en 1963, une annexe ajoute enfin de nouveaux espaces pour l'aménagement d'une bibliothèque, de bureaux et de deux salles d'exposition.

Pour souligner ces changements, le ministère actualise l'identité de l'établissement qui prend le nom de « Musée du Québec » à l'occasion de la visite du ministre français des Affaires culturelles, André Malraux, le 12 octobre 1963. Dans la foulée de ces transformations, le musée crée une véritable sensation avec *Les trésors de Toutankhamon*, présentés du 10 mars au 4 avril 1965. L'exposition attire 104 798 visiteurs.

En septembre 1965, dans un nouvel effort de dynamiser le musée, le ministère des Affaires culturelles crée le poste de directeur et y nomme le professeur et critique d'art Guy Viau. Le musée, croit Viau, « c'est un endroit où l'on vit avec les œuvres d'art, avec art, c'est-à-dire où on pratique un art de vie inséparable du culte du beau et de la qualité⁶. » Le directeur multiplie les activités, il transforme le tranquille musée en un vibrant centre culturel en plein cœur de la ville. Il supervise l'aménagement de réserves en lieu et place de la salle d'exposition du troisième étage de l'annexe. Il donne aussi le coup d'envoi pour une magnifique exposition des œuvres de son grand ami Jean Paul Riopelle. Elle prend l'affiche le 13 juin 1967, mais Viau a déjà quitté ses fonctions pour accepter d'autres défis à la Galerie nationale du Canada.

Nommé à la direction en août 1967, le peintre et professeur Jean Soucy conçoit le musée moderne comme une « maison d'enseignement » plutôt qu'un lieu de contemplation. Il crée les services éducatifs afin de répondre aux demandes des groupes d'étudiants et d'adultes. Or, en 1968, une acquisition importante modifie les orientations du musée. La collection Coverdale compte plus de 4 500 pièces de mobilier et d'objets traditionnels, incluant de l'artisanat inuit et autochtone, provenant en grande partie de l'Hôtel Tadoussac. La gestion d'un ensemble de cette taille nécessite l'embauche, en 1972, d'un conservateur attiré à l'ethnologie. Ce nouveau secteur s'ajoute à l'art traditionnel et à l'art contemporain. Lassé de



Figure 3 : Le Musée national des beaux-arts du Québec en 2016. Photographie de Bruce Damonte.
Musée national des beaux-arts du Québec.

la « popote administrative », Soucy quitte la direction du musée en décembre 1973.

La crise du musée en devenir

À son arrivée à la direction en juin 1976, Laurent Bouchard s'exclame, sur un ton caractéristique de l'époque, « Si le musée n'est pas un endroit de remise en question, et de la société et de l'art, ce n'est pas un musée! C'est un endroit triste dont on sort fatigué⁷¹ ». Enthousiaste devant les défis qui l'attendent, Bouchard déchanté quand il découvre l'état des collections dont il est responsable. Au début de l'année 1977, il estime que 85 pour cent des objets sont endommagés et que, de surcroît, la réserve du troisième étage de l'annexe pèse si lourd que le plancher menace de s'écrouler! Il n'y a pas que le patrimoine

qui est en danger, les vies du personnel et des usagers le sont aussi!

Le ministère des Affaires culturelles réagit promptement par un train de mesures déterminantes pour l'avenir. Il entame avec le grand séminaire de Québec des négociations afin de reloger les Archives nationales au pavillon Casault de l'Université Laval. Puis, le 17 novembre 1977, le ministre Louis O'Neill annonce un projet d'agrandissement majeur où la vieille prison, désaffectée depuis quelques années, serait réunie au musée par un bâtiment souterrain.

Devant les changements à venir, Laurent Bouchard juge nécessaire de préciser les orientations du musée. Il propose donc au ministre des Affaires culturelles de maintenir sa vocation généraliste et d'en faire le « musée national de la

civilisation québécoise ». Or, le ministère réplique avec un projet de « musée de l'histoire de l'homme d'ici » qui relègue les collections à un usage purement utilitaire et les conservateurs à un rôle de second rang. Les réactions fusent de toute part – musée, université –, au point où le concept muséologique entériné par le ministre Denis Vaugeois et intitulé *Le Musée du Québec en devenir* doit faire l'objet d'audiences publiques. En désaccord avec la vision du ministère, Laurent Bouchard démissionne de son poste en novembre 1979.

Dans un premier temps, en janvier 1980, le ministère des Affaires culturelles accouche du concept d'un musée unique développé selon deux axes distincts, l'art et la civilisation. Il se ravise bientôt et, le 11 novembre 1980, Vaugeois annonce « la création d'un Musée national de

la civilisation dans la basse ville de Québec et la spécialisation de l'actuel Musée du Québec en un musée d'art⁸. » Les collections du Musée du Québec seront divisées entre les deux établissements, une opération qui suscitera un ressentiment profond au sein du personnel.

Enfin, l'autonomie

Depuis sa création, le musée est piloté à partir des bureaux du secrétaire de la province, puis du ministre des Affaires culturelles. Considéré comme un service au sein de la machine gouvernementale, il doit se soumettre aux contrôles tatillons des fonctionnaires et les revenus qu'il perçoit sont versés aux fonds consolidés de la province. La crise d'orientation que traverse le Musée du Québec aux mains des Affaires culturelles démontre l'absurdité de la situation. Le 22 décembre 1983, l'Assemblée nationale corrige la situation avec l'adoption de la Loi sur les musées nationaux, qui confère à ceux-ci le statut de société d'État et les dote de leurs propres conseils d'administration. Dès lors, ainsi que le texte de loi le précise, « Le Musée du Québec a pour fonctions de faire connaître, de promouvoir et de conserver l'art québécois de toutes les périodes, de l'art ancien à l'art actuel, et d'assurer une présence de l'art international par des acquisitions, des expositions et d'autres activités d'animation⁹. »

Les lecteurs se souviendront de deux manifestations remarquables qui, à cette époque, ont retenu l'attention du public. Inauguré le 10 septembre 1984 par Sa Sainteté le pape Jean-Paul II, *Le Grand Héritage*

propose une synthèse de l'état des connaissances sur l'art religieux au Québec. Puis, le 18 octobre 1986, les Québécois sont invités à admirer *Tableaux de maîtres français impressionnistes et post-impressionnistes de l'Union soviétique*, des œuvres des collections prestigieuses des musées Pouchkine et de l'Ermitage.

Entrepris à l'automne 1988, les travaux d'agrandissement dureront trois ans. Avec la rénovation de la prison, qui prend le nom de pavillon Charles-Baillairgé, la création d'un pavillon d'accueil et le remplacement de l'annexe par un nouveau bâtiment à l'arrière de l'actuel pavillon Gérard-Morisset, le complexe muséal de 16 880 mètres carrés dispose désormais de 13 salles d'exposition. Il est ouvert au public le 19 mai 1991.

La mémoire collective d'un peuple

Bien connu dans le milieu muséal, John R. Porter accède à la direction générale le 1^{er} septembre 1993. Les nombreux succès qui feront de lui une figure familière du public québécois occultent cependant les conditions déplorables qui prévalaient au moment de son entrée en poste. Soumis à la diminution constante des fonds octroyés par le gouvernement, acculé à l'obligation de réduire la masse salariale, Porter refuse de se laisser aller au défaitisme. « Le Musée, affirme-t-il dans son rapport annuel 1996-1997, a plutôt dû travailler en profondeur, se faire plus accueillant que jamais, diversifier son offre d'expositions et ses programmes culturels, multiplier ses activités commerciales, attirer

de nouveaux publics et être à l'affût de manifestations peu coûteuses, mais dotées d'un fort pouvoir d'attraction¹⁰. »

À coup d'audace, Porter organise d'ingénieux montages financiers qui ouvrent la voie à des acquisitions majeures, comme *L'Hommage à Rosa Luxemburg* de Jean Paul Riopelle. Il vise trois grands objectifs : la revalorisation de l'art du Québec ; le constant dialogue avec l'art actuel autant dans les collections que dans les expositions ; les grandes collaborations avec l'international. À ce titre, les inoubliables expositions *Rodin à Québec* en 1998 et *Le Louvre à Québec* en 2008 se traduisent par de retentissants succès de foule.

Fort des nombreuses avancées accomplies au cours d'un mandat qui aura duré 15 ans, Porter quitte la direction générale au début de septembre 2008. Il a contribué à redéfinir l'image du musée avec l'adoption, en 2003, de l'appellation Musée national des beaux-arts du Québec et il lui a laissé un legs majeur : l'approbation par le gouvernement d'un agrandissement – le troisième – à la mesure des récents succès, le futur pavillon Pierre Lassonde.

Le MNBAQ tourné vers la ville

Engagée pour succéder à Porter alors que les conditions semblaient idéales, l'historienne de l'art Esther Trépanier fait bientôt face à de forts vents contraires. Une crise économique inattendue plombe le milieu culturel. Du jour au lendemain, des commanditaires se retirent, les revenus baissent et les

expositions internationales deviennent hors de prix. Dans cette conjoncture, Trépanier concentre ses efforts sur la collection permanente. « Je souhaite inscrire régulièrement au calendrier du Musée des expositions qui abordent des problématiques, des thématiques ou des périodes historiques susceptibles de renouveler le regard porté sur l'art québécois », affirme-t-elle au rapport annuel 2008-2009¹¹. Elle réalise, notamment, l'exposition *Femmes artistes* présentée en deux volets en 2009 et 2010.

L'inauguration du pavillon Pierre Lassonde, le 24 juin 2016, constitue certainement le point culminant du mandat de Line Ouellet, qui succède à Trépanier en avril 2011. Les architectes Rem Koolhaas et OMA (Office for Metropolitan Architecture) ont conçu un édifice novateur, un espace

de rencontre entre la ville et le parc qui s'ouvre sur la Grande Allée plutôt que sur les plaines d'Abraham. Les travaux en cours n'ont pas empêché la tenue d'expositions remarquables, parmi lesquelles *Mitchell/Riopelle. Un couple dans la démesure* (2017) et *Alberto Giacometti* (2018).

L'espace Riopelle, une histoire à suivre

Trop brève, cette histoire laisse dans l'ombre des pans importants de la vie du musée. Elle néglige les acquisitions, petites et grandes, qui ont fait de la collection du MNBAQ une richesse incomparable pour la société québécoise. Elle passe sous silence les réalisations exemplaires d'un personnel nombreux et dévoué.

En se plaçant dans la continuité de ce récit, le directeur

général actuel, Jean-Luc Murray, n'avait sûrement pas envisagé qu'il porterait à son tour le casque de bâtisseur. Et pourtant, il inscrira au nombre de ses réalisations la construction de l'espace Riopelle, développé en partenariat avec la Fondation Jean Paul Riopelle et le gouvernement du Québec. Une nouvelle page d'histoire s'écrit.

L'auteur s'est basé sur quatre ouvrages qu'il a réalisés pour le Musée national des beaux-arts du Québec : *Prison, auberge et musée, le pavillon Charles-Baillairgé* (2005) ; *75 ans chrono : Le Musée national des beaux-arts du Québec, 1933-2008* (2009) ; *85 ans chrono : Le Musée national des beaux-arts du Québec, 1933-2018* (édition électronique, 2018) ; *Le pavillon Gérard-Morisset* (médiaguide, 2018).

Notes

- 1 *Débats de l'Assemblée législative (débat reconstitué)*, 15^e législature, 4^e session (24 octobre 1922 au 29 décembre 1922), 22 décembre 1922, <https://www.assnat.qc.ca/fr/travaux-parlementaires/assemblee-nationale/15-4/journal-debats/19221222/91863.html>
- 2 Description architecturale du Musée de la province, 3 avril 1933, BANQ, fonds Archives nationales du Québec, E53,S11000,D64 (1991-01-000\62).
- 3 « Le site du musée », *Le Soleil*, Québec, 22 juillet 1927, p. 4.
- 4 Paul Rainville, Québec, à Marc-Aurèle de Foy Suzor-Coté, Daytona Beach (Floride), 2 novembre 1933, MNBAQ, Bibliothèque, dossiers biographiques, Marc-Aurèle de Foy Suzor-Coté.
- 5 « Rapport des activités de la galerie des arts du Musée de la province pour l'année 1954 ». MNBAQ, archives institutionnelles, série Rapports d'activités.
- 6 Cité dans Jean Paré, « Un musée qui n'est plus provincial », *Le Magazine Maclean*, Montréal, vol. 6, n° 5, mai 1966, p. 23-25.
- 7 Cité dans Jean Royer, « Que le musée devienne la maison où se retrouvent les créateurs et le public », *Le Soleil*, Québec, 12 juin 1976, p. D2.
- 8 Ministère des Affaires culturelles, « Communiqué. Création d'un musée national de la civilisation et agrandissement du Musée du Québec », 11 novembre 1980.
- 9 « Loi sur les musées nationaux », *Lois du Québec*, 1983, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1984, chap. 52, art. 23, p. 848.
- 10 Musée du Québec, *Rapport annuel 1996-1997*, Québec, Musée du Québec, 1997, p. 8.
- 11 Musée national des beaux-arts du Québec, *Rapport annuel 2008-2009*, Québec, 2009, p. 13.

MAISON
HENRY-STUART

Plongez dans l'ambiance
raffinée de la bourgeoisie
du début du XX^e siècle

Visites guidées du 25 juin au 31 août 2024
Thé et gâteau au citron servis après chaque visite

82, Grande Allée Ouest, Québec

Renseignements
maisonhenrystuart.qc.ca



Plus de 700 ans d'histoire, 500 000 artéfacts, 1 endroit à Québec.

L'ÎLOT
DES
PALAIS

MUSÉE D'HISTOIRE
ET D'ARCHÉOLOGIE



8, rue Vallière, Québec G1K 1M8
ilotdespalais.ca | (418) 692-1441

L'avenue des Érables ou comment urbaniser Montcalm à la fin du 19^e siècle

Jérôme Ouellet

Rome ne s'est pas construite en un jour. Le quartier Montcalm non plus ! L'histoire de sa forme urbaine est souvent résumée à un boom immobilier ayant eu lieu à la toute fin du 19^e siècle et au début du 20^e siècle. On connaît tout de même quelques projets domiciliaires qui ont semé les germes d'un développement futur. L'un d'entre eux, comme nous le verrons, s'est articulé, non sans mal, autour d'une nouvelle voie de prestige : l'avenue des Érables.

Pourquoi s'établir dans Montcalm au 19^e siècle ? L'insalubrité et l'exiguïté de la Ville de Québec incitent plusieurs résidents en quête d'air pur et d'espace à s'établir en périphérie. Lorsque l'avocat John Henry Ross Burroughs (1824-1904) décide de lotir sa propriété en 1875, il n'est pas le premier à concevoir un projet de la sorte sur le territoire du futur quartier Montcalm. On connaît l'exemple du faubourg Guénette ou Mount Pleasant, aménagé dès les années 1830. En 1874, Léonard-Irénée Boivin

est le premier à vouloir lotir un vaste terrain « à la mode montréalaise », c'est-à-dire dans un but spéculatif et par vente de lots lors d'un encan.

Sans doute influencé par le projet de Boivin, Burroughs met sur pied son projet domiciliaire l'année suivante. La propriété s'étend de la Grande Allée au chemin Sainte-Foy à l'ouest de l'actuelle avenue Bourlamaque. Pas moins de 245 lots sont mis en vente. Burroughs va plus loin que Boivin, dont le projet suscite un intérêt mitigé. Il fait percer une large voie nord-sud qui traverse sa propriété. C'est l'avenue des Érables, dont l'essence est très présente sur le site. À partir de 1878, Burroughs fait construire ses premières résidences.

Malgré les efforts entrepris par Burroughs, son projet connaît à l'époque le même sort que celui de Boivin. On peut en partie expliquer ces échecs par l'absence de services de transport collectif, la situation

GRANDE VENTE
—A—
L'ENCAN
SUR LES LIEUX,
LE 15 JUIN 1875, à 1 Heure P. M.,
SERA VENDU,
(EN LOTS A BATIR)
Le Magnifique Terrain
—DE—
M. BURROUGHS,
Situé à la barrière Ste. Foye, vis-à-vis l'Asile
Finlay, et connu comme
" **VILLA DES OISEAUX.** "
Un chemin macadamisé, avec trottoir de chaque côté en tout de la largeur de 60' pieds, est en voie de construction, traversant le terrain du chemin Sainte-Foye au chemin Saint-Louis, et devant avoir pour nom " AVENUE DES ÉRABLES."

Extrait du Courrier du Canada, 7 juin 1875, p. 3

trop excentrée du secteur par rapport aux centres d'activités et la morosité économique de Québec.

L'intuition de Boivin et Burroughs n'est pas fautive pour autant. Une vingtaine d'années plus tard, le renouveau économique de la capitale, l'avènement du tramway électrique, qui circule sur l'avenue des Érables, contribuent à dynamiser le secteur. Nombre de professionnels et d'hommes d'affaires s'y font construire. C'est la métamorphose. Avant même la fin du siècle, on y trouve une architecture qui rivalise avec celle que l'on trouve sur la Grande Allée.

En 1898, un journaliste écrira : « Il nous paraît hors de doute que l'avenue des Érables est destinée à un brillant avenir¹ ». On ne saurait mieux dire.

Note et références

1 « La construction à Québec : l'avenue des Érables », Journal des campagnes, vol. 17, no 6 (19 février 1898), p. [13] BERGERON GAGNON INC. *Patrimoine du quartier Montcalm : histoire de la forme urbaine*. Québec, Ville de Québec, 2000, XIV-228 p.

DIVISION DU VIEUX-QUÉBEC ET DU PATRIMOINE. *Montcalm Saint-Sacrement. Nature et architecture : complices dans la ville*. Québec, Ville de Québec, 1988, 75 p. Coll. « Les quartiers de Québec ».



LA PiOCHE
BOUTIQUE DE JEUX

JEUX DE SOCIÉTÉ - CARTES À COLLECTIONNER - CASSE-TÊTES

BOUTIQUELAPIOCHE.COM
TCGLAPIOCHE.COM

106 BOULEVARD RENÉ-LÉVESQUE OUEST, QUÉBEC / 418-614-4104

COMPTE RENDU

Thaïs Lacoste

Denise Girard. *Thaïs : la voix de la lutte des femmes 1886-1963*. Québec. Septentrion, 2012. 269 p.

Par Lilianne Plamondon,
historienne



Ce compte rendu d'un livre paru en 2012 demande explication. Le présent numéro du *Québecensia* porte sur le quartier Montcalm et une féministe peu connue, Thaïs Lacoste Frémont, y a vécu pendant près de 50 ans sur la rue des Érables. Quelle belle occasion de la faire découvrir! De plus, ce livre n'avait jamais été recensé dans la revue.

L'historienne Denise Girard est celle qui a sorti de l'ombre la sœur de Marie et Justine Lacoste. La majorité de ses recherches s'est effectuée dans le Fonds Thaïs Lacoste Frémont, le seul fonds privé féminin des archives du Séminaire de Québec, désormais rattachées au Musée de la Civilisation de Québec. S'ajoutent les fonds de Marie Gérin-Lajoie et Justine Lacoste gardés aux archives nationales du Québec à Montréal. Des entretiens avec des membres de la famille de Thaïs et les témoignages de quelques-unes de ses connaissances ont complété les informations recherchées.

L'ouvrage est divisé en huit chapitres organisés de façon chronologique. Pour bien expliquer l'intérêt de Thaïs pour l'engagement politique et ses idées sur les droits de la femme, l'auteur présente d'abord l'environnement familial dans lequel elle a grandi. Les

chapitres suivants portent sur ses différents engagements. Enfin, cette biographie se termine sur des événements de la famille Lacoste-Frémont et sur la dernière décennie d'une vie bien remplie.

Il convient de rappeler que trois membres de la famille Lacoste marqueront l'histoire des femmes au Québec : Marie, Justine et Thaïs. Marie se distingue par sa participation au mouvement des suffragettes, Justine pour son implication passionnée dans l'établissement de l'hôpital Sainte-Justine à Montréal et Thaïs par son action politique, son travail d'éducation civique des femmes et son rayonnement international. Thaïs, dont la biographie est présentée ici, est la moins connue des sœurs Lacoste.

L'héritage familial

La famille dans laquelle les sœurs Lacoste ont grandi les a préparées à l'action sociale et politique et à la philanthropie. Leur père Alexandre Lacoste, avocat, occupe aussi une chaire de professeur de droit à la succursale de l'Université Laval à Montréal. De 1891 à 1907, il siège comme juge en chef de la Cour du Banc de la Reine. Conservateur modéré, il exerce une influence discrète au sein du

Parti conservateur fédéral. Son épouse Marie-Louise Globensky et lui font preuve d'un esprit ouvert dans l'éducation de leur progéniture. La bibliothèque paternelle est accessible à tous leurs enfants, autant les filles que les garçons. Marie-Louise inculque à sa famille l'importance d'aider les citoyens moins fortunés. Catholique pratiquante, elle est animée par une foi vivante. En 1893, elle se joint à titre de vice-présidente au « National Council of Women of Canada » dont Lady Aberdeen, l'épouse du gouverneur général du Canada, assume la présidence.

Née en 1886, Thaïs est parmi les plus jeunes de la famille Lacoste. Ses études primaires se font à L'Académie Cherrier puis elle fréquente le couvent d'Hochelaga des Sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie. À l'époque, les jeunes filles de l'élite doivent faire preuve de connaissances et de culture et avoir une solide formation religieuse afin de transmettre à leurs enfants les valeurs chrétiennes.

Dans la famille Globensky-Lacoste, on discute des questions touchant la situation des femmes du point de vue juridique, social et économique. Dix-neuf ans séparent Thaïs de sa sœur aînée Marie impliquée dès 1893 dans le mouvement féministe. Thaïs écoute et s'imprègne des idées portant sur les droits des femmes. À la fin de son adolescence, elle accompagne sa mère dans ses activités philanthropiques. En 1907, la docteure Irma LeVasseur sollicite, pour son projet d'hôpital pour enfants, l'aide de Justine Lacoste Beaubien qui réunit autour d'elle un groupe de femmes dont ses sœurs, Marie

et Thaïs. Cette dernière devient secrétaire du premier conseil d'administration de l'hôpital Sainte-Justine, lequel est composé entièrement de femmes mariées et célibataires. Lors des discussions préparatoires à l'incorporation de l'hôpital auxquelles participent leur père et leur frère, tous deux avocats, Marie Lacoste Gérin-Lajoie souligne la « nécessité d'inclure une clause permettant aux femmes mariées d'agir de plein droit comme administrateur, sans la permission de leur mari »¹.

En mai 1910, Thaïs épouse Charles Frémont, jeune avocat de Québec. Elle quitte donc Montréal et s'installe à Québec où Charles fait construire une maison sur la rue des Érables. Entre 1912 et 1922, ils auront quatre enfants, deux garçons et deux filles. Pendant ces années, c'est le rôle d'épouse et mère qui l'occupe.

Engagement dans le parti conservateur

Charles Frémont est d'allégeance conservatrice et Thaïs est issue d'une famille conservatrice. Depuis 1920, le droit de vote au niveau fédéral avait été élargi à tous les citoyens et citoyennes. Il convient donc pour chaque parti politique de sensibiliser les femmes à l'importance d'exercer ce droit chèrement gagné. Avant les élections de 1925, Charles suggère aux instances du Parti conservateur fédéral à Québec de confier à Thaïs l'organisation d'une assemblée électorale destinée aux femmes. Thaïs accepte et, lors de l'assemblée du 26 octobre au soir, incite les femmes présentes en grand nombre à se rendre aux bureaux

de vote le 29 octobre suivant soulignant que « le vote des femmes est égal à celui des hommes ».²

L'année suivante, un groupe de femmes, dont fait partie Thaïs, fonde l'Association des femmes conservatrices de la ville et du district de Québec (AFC). Dans son discours d'inauguration, elle souligne que l'AFC ne vise pas à sortir les femmes de leur foyer ni à les placer sur les tribunes partisans. Le but de l'association est de renseigner les femmes sur la situation politique et de leur fournir les moyens de voter selon leurs convictions personnelles.

Grâce à sa personnalité et à son bilinguisme, cette militante de Québec est de plus en plus sollicitée. Le 10 octobre 1927, elle participe à la Convention du Parti conservateur à Winnipeg comme déléguée du Québec. En avril 1929, à la conférence conservatrice d'Ottawa, on la nomme représentante féminine de la province de Québec. Enfin, un mois plus tard, elle est la première et seule femme choisie pour siéger au Comité exécutif provincial du Parti conservateur.

En 1927, un important pas est franchi dans la lutte des femmes pour faire reconnaître leurs droits. L'affaire « personnes » est déclenchée à la suite de la proposition du premier ministre canadien Mackenzie King de nommer une femme au Sénat et du refus du gouverneur général d'entériner ce choix. La contestation des « Célèbres Cinq », dirigée par la première femme juge de l'Alberta, Emily Murphy, va jusqu'au comité judiciaire de la Cour privée de Londres qui déclare que les femmes sont des personnes.

En 1933, une campagne de femmes québécoises en faveur de la candidature de Thaïs pour siéger au Sénat canadien ne portera pas fruit. Les Canadiennes ont encore un long parcours devant elles avant de pouvoir occuper des postes politiques.

Lorsque les élections fédérales de l'été 1930 sont déclenchées, Thaïs s'implique en parlant à la radio et en prononçant des discours devant les électrices en faveur du Parti conservateur. Après la victoire conservatrice, Thomas Maher invite la militante à écrire dans l'hebdo du parti, « Le Journal ». Thaïs devient responsable de la page féminine et y aborde des thèmes qui lui sont chers : le nationalisme, la survivance française, le pouvoir d'achat de la maîtresse de maison qui a une influence sur le marché local, l'absence du droit de vote au provincial qui infériorise les citoyennes du Québec. Cependant, certains des sujets traités suscitent le désaveu de la direction du journal qui, au bout de six mois, met fin à cette collaboration.

Le patronage

Pendant la crise économique des années 1930, l'AFC est encouragée par le parti à créer un Bureau de l'emploi. Thaïs s'occupe de recevoir les candidatures de femmes intéressées à obtenir un emploi gouvernemental. Certains organisateurs politiques du Parti conservateur acceptent difficilement que des femmes entrepreneurs participent aux choix des nominations. La mise sur pied du Comité de secours des femmes de Québec, actif de novembre 1930 à mars 1932, obtient l'appui de Mgr Laflamme du diocèse de Québec de même que celui de

l'évêque anglican de Québec. Dans ce cas, l'appui des autorités religieuses autorise les femmes à être actives sur le plan social.

La Société des Nations

Thaïs est définitivement engagée dans l'action politique. Le 30 août 1932, elle reçoit un appel du secrétariat d'État aux Affaires extérieures à Ottawa qui l'informe que le Conseil Privé la désigne comme déléguée du Canada à la treizième assemblée de la Société des Nations (SDN) qui doit avoir lieu à Genève en septembre suivant.

Pendant son séjour en Europe, Thaïs est invitée à prendre la parole devant divers groupes. À Genève, c'est devant le Club International, la Ligue Internationale des femmes pour la paix, le Joint Committee of Women's International Organisation. À Paris, elle est sollicitée pour une rencontre avec le Conseil national des femmes françaises. Lady Aberdeen, amie de sa mère Lady Lacoste, la convainc de passer par Londres. Elle y prononce des discours devant divers groupes féminins britanniques dont le National Council of Women of Great Britain.

Quelques mois après son retour d'Europe, elle tente de convaincre les autorités catholiques de la justesse de ses interventions. Lors d'un entretien longuement sollicité par Thaïs, le cardinal Villeneuve, qui ne semble pas totalement réfractaire à ce que les femmes agissent plus activement en dehors du foyer familial, refuse toutefois de se prononcer publiquement sur ce sujet.

À la suite de son expérience de déléguée à la SDN, Thaïs participe comme représentante du

Canada au Congrès de l'Association des relations du Pacifique à Banff en août 1933. Suivront des entretiens à Winnipeg avec la Women's Catholic League, au Motor Country Club et au Saint Charles Country Club sur la situation de la femme au Québec. Puis, en septembre à Ottawa, elle s'adresse au congrès de la Confédération canadienne des amicales des couvents catholiques sur la question de la femme au plan international.

Au début de 1933, le rédacteur en chef de La Patrie, journal d'allégeance conservatrice, offre à Thaïs une tribune inattendue pour défendre ses points de vue : la rédaction trois fois par semaine d'articles sur des sujets de son choix moyennant rémunération mensuelle de \$100.

Diversification de ses engagements

En 1935, la défaite du gouvernement Bennett entraîne une modification de l'engagement de Thaïs. Elle quitte définitivement l'action partisane et se rapproche des mouvements d'Action catholique comme la Ligue d'action catholique féminine de sa paroisse. On y promeut une action sociale soumise à la hiérarchie du clergé. Rapidement, la vision de Thaïs et celle du curé de la paroisse Saint-Dominique divergent, le curé désavouant l'éducation des femmes qui leur fait réaliser le pouvoir qu'elles peuvent détenir sur l'espace social.

De 1932 à 1938, Thaïs est membre du Conseil national de la Ligue de la SDN du Canada puis sa vice-présidente. Entre 1937 et 1939, elle est aussi engagée dans la cause de la survivance

française en Amérique. En 1947, on crée l'Association canadienne des consommateurs et Thaïs s'attelle à la formation d'une branche francophone au Québec dont elle devient la présidente deux ans plus tard.

Enfin, il ne faut pas oublier qu'elle participe aux luttes pour les droits des femmes tout au long de sa vie. Après l'obtention du droit de vote en 1940 au Québec, la Ligue des droits des femmes porte son attention sur une autre priorité : une réforme du monde du travail dont le slogan est : « à travail égal, salaire égal ». Les sujets de revendications sont nombreux : l'éducation des jeunes filles, l'application de la loi sur le travail des enfants, le droit pour la femme mariée de gérer les biens acquis par son travail et bien d'autres.

Thaïs est aussi très intéressée par le combat pour modifier le Code civil de la province de Québec pour que les Québécoises mariées obtiennent la pleine capacité juridique. En 1946, elle rejoint le Comité conjoint du statut de la femme mariée, section Québec. D'éminents juristes appuient les revendications exprimées. Thaïs, âgée de 60 ans, contribue à développer les connaissances des femmes sur ce sujet. On l'invite à donner des cours à L'Amicale du Collège Jésus-Marie de Sillery, cours qui seront plus tard publiés dans des fascicules rédigés en français et en anglais et distribués, entre autres, dans les Cercles de Fermières. A long terme, toutes

ces énergies porteront fruit : en 1954, le bill 99 intitulé « Loi modifiant le Code civil » est voté et, désormais, les femmes mariées ne font plus partie de ceux qui sont « considérés comme des personnes inaptes à contracter ». ³ Tout n'est pas gagné mais Thaïs est confiante qu'un jour les femmes auront la pleine capacité juridique.

La vie familiale

Durant toute leur vie commune, les époux Lacoste-Frémont se soutiennent. Avocat de formation, Charles est un homme discret mais qui partage les vues de son épouse sur la place des femmes dans la société.

Ensemble, ils ont traversé des épreuves difficiles: l'aîné de leurs fils, Jacques, est décédé à l'âge de 14 ans et l'aînée, Thérèse, a souffert de la tuberculose pendant plusieurs années avant de s'éteindre à 26 ans. Leur plus jeune fils reçoit un diagnostic de diabète. Une autre épreuve touche la famille Frémont : en 1936, leur maison passe au feu et cela prend plusieurs mois avant qu'elle soit à nouveau habitable.

Les santés de Thaïs et de Charles se détériorent dans les années 1950. Après le décès de Charles survenu en 1957, Thaïs s'installe à Montréal où elle meurt le 6 avril 1963. Tout au long de sa vie, Thaïs a vécu des contradictions : elle a fait la promotion de

l'implication des femmes dans la sphère publique tout en les incitant à être consciencieusement femmes au foyer. Traditionaliste, très religieuse, son parcours est pourtant ponctué d'engagements qui l'ont souvent amenée loin de sa famille. Peut-on la considérer soumise aux diktats des autorités religieuses? Elle a travaillé à obtenir leur approbation mais sans faire de coup d'éclat et a préféré se taire plutôt que de subir des commentaires défavorables à son action publique. Plusieurs féministes québécoises ont résisté aux pressions du clergé catholique tout en demeurant pratiquantes.

Thaïs Lacoste est peut-être moins connue que ses sœurs Marie et Justine mais sa vie, consacrée à la défense de l'éducation civique des femmes et de la participation des femmes à la vie hors foyer de même qu'à la promotion des droits des femmes, a rayonné non seulement dans la ville de Québec mais aussi dans sa province, au Canada et à l'international. La ville de Québec qui a posé une plaque commémorative sur la maison qu'elle a habitée avec sa famille pendant presque 50 ans et le Conseil du statut de la femme qui a donné le nom « Thaïs Lacoste-Frémont » à son édifice du 8 rue Cook lui rendent ainsi l'hommage qui lui est dû. ⁴ Denise Girard, par cette biographie, lui donne la place qui lui revient dans l'histoire des femmes du Québec.

Notes

1 Denise Girard. *Thaïs : la voix de la lutte des femmes. 1886-1963*. Québec, Septentrion, 2012. p.44

2 Ibid p. 73

3 Ibid p.241

4 Ibid p.265

MONTCALM, QUARTIER D'ARTISTES ET D'INTELLOS

Simon Bélanger, rédacteur en chef de *Monmontcalm* et historien

En 2013, la Société de développement commercial (SDC) du quartier Montcalm annonçait son souhait de devenir le quartier des arts de la Ville de Québec.

Cette caractérisation comme « quartier des arts » ne doit pas se limiter à la présence de différentes institutions à vocation artistique. Quiconque a pris le temps de marcher à travers les rues de Montcalm a tôt fait de constater la présence de nombreuses plaques *Ici vécut* sur ses immeubles. Elles rappellent des endroits où vécurent plusieurs personnalités d'importance à Québec, dont plusieurs artistes.

Mais, un peu comme pour Saint-Germain-des-Prés, à Paris, le quartier Montcalm a regroupé non seulement des personnalités du milieu des arts, mais aussi des intellectuels, qui ont travaillé en journalisme, ainsi que dans le milieu académique. Voici quelques-unes de ces personnes dont la vie a déjà été liée au quartier Montcalm.

Harvey, Jean-Charles (1891-1967)

Jean-Charles Harvey, auteur et journaliste, a vécu avec sa famille dans un triplex de l'avenue Fraser alors qu'il était rédacteur en chef au quotidien *Le Soleil*. Cet homme fut aussi au cœur d'un des plus importants cas de censure au Québec en ce 20^e siècle. En 1934, il



Le journaliste et écrivain Jean-Charles Harvey a vécu avec sa famille au 630, rue Fraser. Ce triplex avait été érigé en 1926 par Wilfrid Légaré. (crédit : Simon Bélanger - Monmontcalm + Fonds La Presse, BANQ)

fit paraître le roman *Les Demi-civilisés*. Cet ouvrage critiquait vertement le clergé catholique et la bourgeoisie de l'époque.

Quelques jours après la sortie du livre, l'archevêque de Québec, le cardinal Villeneuve, met le roman à l'index. De plus, le directeur du *Soleil*, Henri Gagnon, demande à Jean-Charles Harvey de quitter son poste.

Peu après, Jean-Charles Harvey quitte pour Montréal où il fonde *Le Jour*, un « journal de combat », publié de 1937 à 1946. Il y défend des valeurs comme la liberté de pensée, l'éducation et le libéralisme. Jean-Charles Harvey est parfois vu comme un personnage précurseur des changements à venir pendant la Révolution tranquille.

Gabrielle Roy (1909-1983)

Originaire du Manitoba, Gabrielle Roy, autrice du roman *Bonheur d'occasion*, a vécu les trente dernières années de sa vie dans le château Saint-Louis, sur la Grande Allée.

À ce moment, l'écrivaine qui avait déjà connu le succès, commence à fuir les mondanités et refuse les entrevues. Elle partage sa vie entre son appartement du quartier Montcalm et sa propriété de Petite-Rivière-Saint-François, dans Charlevoix, où elle passe ses étés.

À l'époque où elle vit à Québec, ses œuvres sont davantage à saveur autobiographique. En 1976, elle amorce notamment l'écriture de *La Détresse et l'Enchantement*, alors qu'elle sait

que sa mort approche. L'ouvrage sera finalement publié en 1984, un an après son décès.

Alain Grandbois (1900-1975)

Alain Grandbois est l'un des premiers poètes modernes au Québec. Grand voyageur, il explore le monde entre 1918 et 1939. Grandbois rédige notamment des récits de voyage en prose, comme *Les Voyages de Marco Polo*, publié en 1941. Il est également l'auteur de plusieurs recueils de poèmes, comme *Le Centre cosmique* (1946) et *Rivages de l'homme* (1948).

Grandbois est engagé en 1961 comme fonctionnaire au Musée provincial de Québec. Il vit alors sur l'avenue Casot. Le nom d'Alain Grandbois, décédé en 1975, est donné à un prix qui récompense un recueil de poésie de grande qualité de même qu'à la bibliothèque municipale de Saint-Augustin-de-Desmaures.

Adrienne Choquette (1915-1973)

Adrienne Choquette, originaire de Shawinigan, s'est établie dans les dernières années de sa vie sur l'avenue des Laurentides. Elle a été journaliste à Trois-Rivières, en plus de publier des romans et des recueils poétiques. Un prix littéraire porte son nom. Il est remis depuis 1981 pour récompenser l'excellence d'un auteur ou d'une autrice de nouvelles.

Jean-Charles Bonenfant (1912-1977)

Jean-Charles Bonenfant a grandement contribué au développement de la vie intellectuelle à



L'écrivaine Gabrielle Roy a vécu dans un appartement du Château Saint-Louis dans les 30 dernières années de sa vie. (crédit : Simon Bélanger - Monmontcalm + Fonds La Presse, BAnQ)

Québec. À une époque différente de celle d'Adrienne Choquette, il a vécu lui aussi au 1109, avenue des Laurentides. Il a été journaliste, mais s'est surtout fait connaître comme directeur de la Bibliothèque de la législature de la province de Québec. Il occupe également le poste de conseiller juridique de l'Assemblée législative du Québec.

Aussi formé comme avocat, Bonenfant enseigne dans différentes facultés à l'Université Laval (droit, sciences sociales, éducation, histoire). Cet intellectuel est également un expert des enjeux constitutionnels québécois et canadiens. Grand communicateur, il écrit plus de 600 articles, chroniques et articles de presse. Il a prononcé au moins 150 conférences.

Edmond Lemoine (1877-1922)

Au rayon artistique, Edmond Lemoine, qui vécut sur la rue Aberdeen, s'est démarqué par ses peintures et illustrations représentant des portraits, paysages et scènes de la vie quotidienne à Québec. Les

œuvres de cet élève de Charles Huot se sont aussi retrouvées dans des églises du quartier Saint-Sauveur, de Rimouski et de Sorel. Il meurt subitement en 1922, à peine 12 jours après son mariage.

Antonio Masselotte (1887-1983)

Antonio Masselotte, élève d'Edmond Lemoine et de Charles Huot, a résidé sur la rue Fraser. Il a lui aussi laissé des peintures dans plusieurs églises de la province, que ce soit à Québec, Sainte-Luce ou Sayabec. Masselotte a peint des scènes importantes de l'histoire de la Nouvelle-France, comme l'arrivée des Augustines et des Ursulines à Québec en 1639 ou un portrait du fondateur de Québec, Samuel de Champlain.

Jean-Charles Falardeau (1914-1989)

Jean-Charles Falardeau peut être considéré comme le premier sociologue du Québec. En 1961, il fonde l'Académie des sciences morales et politiques. Il aurait introduit un mode de pensée scientifique chez les intellectuels



L'écrivaine Anne Hébert a vécu une partie de sa jeunesse et de sa vie adulte avec ses parents, au 1075, avenue du Parc. (crédit : Simon Bélanger - Monmontcalm + Fonds Gabriel Desmarais (Gaby), BAnQ).

canadiens-français. Falardeau s'est également intéressé à la dualité culturelle présente au Québec, de même qu'à la dualité dans un système de classes sociales.

Anne Hébert (1916-2000)

Née à Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier, la célèbre

écrivaine derrière les romans *Kamouraska* et *Les Fous de Bassan*, Anne Hébert (1916-2000) a aussi étudié au collège Notre-Dame-de-Bellevue (aujourd'hui Collège Stanislas) et au collège Mérici. Elle a quitté la résidence familiale, sur l'avenue du Parc, à l'âge de 35 ans. Par la suite, elle s'est installée à Paris pendant 40 ans. Même si ses

premiers écrits ont été publiés lorsqu'elle vivait à Québec, elle connaît le succès littéraire lorsqu'elle vit en France.

Autres noms

Nous avons évidemment dû nous limiter, puisque le nombre d'artistes et d'intellectuels qui ont vécu dans le quartier Montcalm est beaucoup plus élevé. Notons le compositeur de l'ONF Maurice Blackburn et son épouse scénariste Marthe Morisset-Blackburn, la journaliste Monique Duval ou le réalisateur Herménégilde Lavoie.

Plusieurs des personnages présentés plus haut ont fait l'objet d'une présentation plus étoffée sur le site de *Monmontcalm* au cours de la dernière année. La liste est disponible à l'adresse suivante : <https://monmontcalm.com/?s=Ici%20v%C3%A9cut>

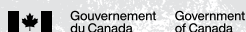
NOUVELLE EXPOSITION

MUSÉE DES PLAINES D'ABRAHAM



Enneigée et assiégée

DÈS JUIN 2024 | lesplainedabraham.ca



PLAINES D'ABRAHAM

Canada



UNE EXPÉRIENCE ARTISTIQUE UNIQUE À QUÉBEC

Gratuit pour les enfants
de 12 ans et moins

**ÉCONOMISEZ
JUSQU'À 3 \$**

En achetant votre
billet en ligne!



[MNBAQ.ORG/BILLETTERIE](https://mnbaq.org/billetterie)



Musée national
des beaux-arts
du Québec

Québec 



Gravures
du

Museum
Boijmans
Van
Beuningen

Du 25 avril au
02 sept. 2024

Rembrandt

Musée national
des beaux-arts
du Québec

museum **B** van
boijmans beuningen

VILLE DE
QUÉBEC

Québec

AIR CANADA

Hilton
QUÉBEC

Québec

Rembrandt van Rijn, *Rembrandt et Saskia*, 1636. Eau-forte, 90x92 mm. Collection Museum Boijmans Van Beuningen, Rotterdam, MS 640 (PK) De la succession de H.M. Montauban van Swijndregt, 1929 / Photo: Rik Klein Gotink



Que vous vous promeniez dans le quartier Montcalm ou que vous visitiez d'autres lieux du Québec, n'avez-vous pas déjà eu envie de vous imprégner de leur histoire, mais dans un format bref et ludique? Anekdote a la solution !

L'idée est née lors d'un trajet entre Port-Cartier et Montréal. Pourquoi un lieu donné porte-t-il son nom? Quelles histoires une ville et son patrimoine ont-ils à raconter? L'application a pour objectif de faire connaître l'histoire, autant la grande que la petite, les lieux patrimoniaux et les particularités des différentes régions, afin que les gens d'ici ou d'ailleurs découvrent le monde qui les entoure.

Utilisant la technologie GPS, Anekdote géolocalise des milliers de points d'intérêt historiques, culturels et touristiques. Anekdote se distingue par son système de repérage automatique des attractions. Vous pouvez écouter les capsules sur commande

ou, automatiquement, à votre rythme lorsque vous vous trouvez à proximité d'un point d'intérêt. Tout ça sans entraver l'utilisation de votre téléphone. Cette fonctionnalité vous permet de découvrir de nouveaux lieux en toute simplicité.

Une équipe d'historiens conçoit les capsules à partir de sources crédibles et variées, parfois même inédites, pour vous proposer un contenu personnalisé et riche en curiosités. L'expérience Anekdote se veut brève (moins de 30 secondes), mais percutante. À cette fin, l'équipe de rédaction a développé un style d'écriture ludique et captivant. Les capsules peuvent actuellement être écoutées en français et en anglais; on pourra les consulter dans d'autres langues éventuellement.

Avec Anekdote, chaque promenade est une découverte!

À quoi ressemble une capsule? Vous connaissez la première auberge de Québec et son tenancier?

À votre santé messieurs dames! C'est à cet emplacement du 20, côte de la Fabrique, que s'ouvre en 1648 la première auberge de Québec. Le tenancier doit suivre des règles strictes: pas de scandale, d'ivrognerie, de blasphème et de jeu de hasard. Son établissement est notamment fermé pendant les offices religieux. On rapporte que le bedeau, à cette occasion, fouille chaque chambre de l'auberge en passant sa canne sous les lits pour chasser les fidèles récalcitrants. Dans ces conditions de travail contraignantes, l'aubergiste doit vraiment avoir une passion pour son métier. Ça tombe bien, il se nomme Jacques Boisdon.



CONFÉRENCES

Les conférences mensuelles se dérouleront dorénavant à l'auditorium du Cégep Garneau (1660, boulevard de l'Entente).

L'entrée aux conférences mensuelles de la SHQ est gratuite pour les membres de la Société et coûte 10 \$ aux non-membres.

POURQUOI QUÉBECENSIA?

Créée en 1980, la revue voit le jour sous la présidence de Guy Doré. Celui-ci explique ainsi le choix de son titre :

Dans notre littérature et nos arts, on connaît déjà les termes Acadiensia, Americana, Canadiana et même, plus près de nous, Saguenayensia. Il s'agissait donc de fouiller dans les ressources multiples du latin et nous trouvâmes le nom classique de Québecensia, un pluriel neutre qui signifie « choses de Québec et sur Québec ». Il suffisait, comme l'œuf de Christophe Colomb, d'y penser.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ AU PRINTEMPS 2024

Président :	André Potvin
Premier vice-présidente :	Monique Bhérer
Deuxième vice-présidente :	Emmy Bois
Conseillère spéciale du président :	Esther Taillon
Secrétaire :	Jérôme Ouellet
Trésorier :	Donald Petit
Administrateurs :	Jean Dorval Gérald Gobeil Paul Lemay Éric Légaré Roussin



LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE DE QUÉBEC

est une société sans but lucratif fondée en 1937 pour promouvoir l'histoire et le patrimoine de Québec et de sa région. Elle est membre de la Fédération des sociétés d'histoire du Québec et reçoit une aide financière de la Ville de Québec.

FRAIS D'ADHÉSION

- Individuel (45 \$)*
- Familial (55 \$)*
- Étudiant - 25 ans et moins (30 \$)
- À l'étranger (55 \$ US ou 50 €)
- Membre à vie (750 \$)

*Ajoutez 30 \$ pour l'option « Privilège » qui donne droit à un abonnement annuel à la revue Cap-aux-Diamants

Chèque à l'ordre de la Société historique de Québec. Un reçu pour usage fiscal est remis sur demande pour tout don versé en sus de la cotisation annuelle.

Vous pouvez maintenant payer votre adhésion par virement Interac en suivant la procédure suivante : Expédier le virement Interac à info@societehistoriquedequebec.qc.ca.

La réponse à la question secrète doit obligatoirement être : **Champlain** (exactement tel qu'indiqué). Mentionner le nom du membre ainsi que l'objet du paiement dans le message de transmission.

ADRESSE

Société historique de Québec
6, rue de la Vieille-Université, local 158
Québec (Québec) G1R 5X8

TÉLÉPHONE

418 694-1020, poste 1256

COURRIEL

info@societehistoriquedequebec.qc.ca

SITE INTERNET

www.societehistoriquedequebec.qc.ca

HEURES D'OUVERTURE Lundi, mercredi et vendredi de 13 h 30 à 16 h 30

Le bulletin *Québecensia* est publié deux fois par année. Les textes publiés n'engagent que leurs auteurs.

Rédacteur en chef : Éric Légaré Roussin

Comité de rédaction : Nicolas Lacroix, Liliane Plamondon, Hugo Peterson St-Laurent, Étienne Gagnon, Samuel Ainsley

Mise en pages : Marie-Noëlle Jones

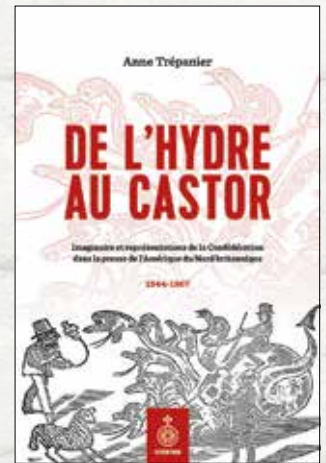
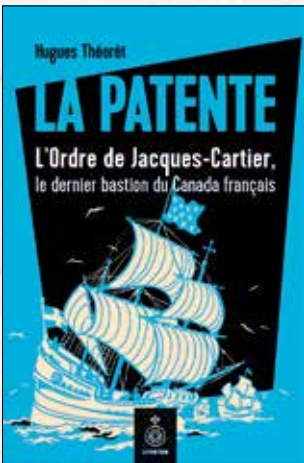
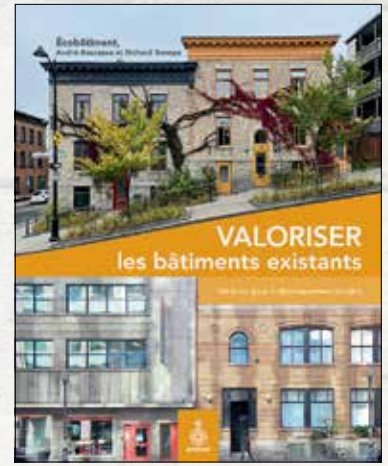
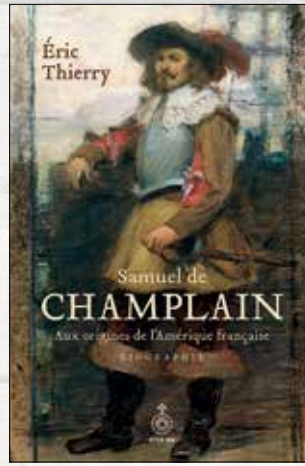
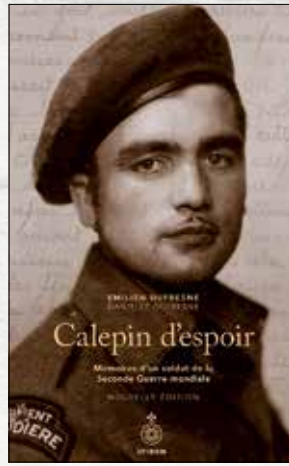
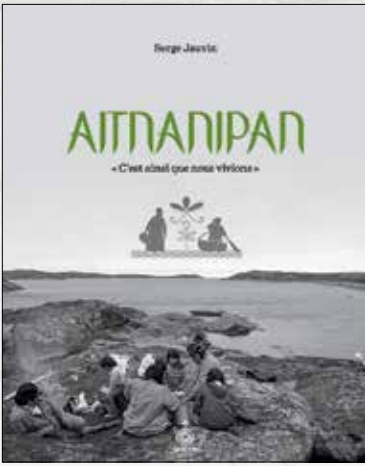
Révision linguistique : Monique Bhérer

Impression : Copies de la Capitale inc.

Convention de la poste-publication no 40044836

Retourner toute correspondance ne pouvant être livrée au Canada à l'adresse suivante :

Société historique de Québec
6, rue de la Vieille-Université, local 158
Québec (Québec) G1R 5X8



SEPTENTRION

TOUJOURS LA RÉFÉRENCE
EN HISTOIRE AU QUÉBEC

www.septentrion.qc.ca

